

L'ère de l'énergie atomique est révolue

LE PERIL INVISIBLE

Partage international n° [275](#) - Juillet 2011

par Andrea Bistrich

Nous l'avons déjà tenté : l'Allemagne, troisième plus grand pays industriel du monde, devait être libérée de l'énergie nucléaire. Enfin on tirait les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Il y a onze ans, le 14 juin 2000, la coalition rouge-vert d'alors, formée du parti social-démocrate et des Verts, dirigée par le chancelier Gerhard Schroeder et le premier ministre vert des Affaires étrangères Joschka Fischer, avait négocié avec les grands industriels du secteur de l'énergie une législation visant à mettre fin à l'énergie atomique. Le Consensus nucléaire, légalement approuvé deux ans plus tard, prévoyait une fermeture définitive de toutes les centrales nucléaires allemandes d'ici 2021.

Après le changement de gouvernement en 2005, les conservateurs de la chancelière Merkel ont abrogé le consensus sur le nucléaire, *contre la volonté du peuple*, et prolongé la durée de fonctionnement des centrales de douze ans en moyenne. Sur les 17 réacteurs allemands, le dernier serait mis hors service en 2036. L'espoir de millions de citoyens en une production sûre d'électricité basée sur une énergie propre et renouvelable était anéanti par « *le retrait du retrait* » d'Angela Merkel et on balayait les décennies d'efforts du mouvement de protestation actif. Il n'existe pourtant nulle part au monde autant d'opposants à l'énergie nucléaire.

Dramatique volte-face

Mais l'accident du réacteur japonais a remis le feu au débat allemand sur le nucléaire et a conduit à la plus grande des manifestations anti-nucléaires. A Berlin, Hambourg, Munich et Cologne, plus de 250 000 personnes ont manifesté, demandant une sortie du programme d'énergie nucléaire. Avec une force renouvelée, la majorité des citoyens a exigé un retrait rapide. Même ceux qui défendaient l'énergie atomique ont changé d'avis après la catastrophe au Japon.

La majorité de la population croit maintenant que

l'ère de l'énergie nucléaire est définitivement révolue. Cela est apparu clairement lors des élections du Bade-Wurtemberg, où des millions d'électeurs ont voté utile pour donner une leçon aux conservateurs qui voulaient, entre autres, prolonger la durée de fonctionnement des centrales nucléaires. Après presque soixante ans, les conservateurs ont été obligés de renoncer au pouvoir au profit du parti vert.

Fukushima a prouvé qu'il ne s'agit pas simplement de calcul des risques, mais que la sécurité absolue et le contrôle, contrairement à toutes les affirmations de l'industrie nucléaire, ne peuvent jamais être garantis. L'avertissement de Fukushima est le suivant : ce qui jusqu'à présent allait au-delà de notre imagination est devenu réalité. Pour tous ceux qui croyaient en un avenir avec l'énergie nucléaire ce doit être une prise de conscience douloureuse.

Jusqu'à quel point nos centrales nucléaires sont-elles sûres ?

En Allemagne, il faudrait encore moins qu'un puissant tremblement de terre : un glissement de terrain, des inondations, un accident d'avion ou une attaque terroriste seraient suffisants pour provoquer une fusion nucléaire complète. Et, comme dans le cas des centrales japonaises, les centrales électriques allemandes ne sont pas préparées pour deux catastrophes simultanées. C'est la conclusion tirée par une enquête de sécurité commandée par le gouvernement en mars 2011. Sept équipes d'experts ont examiné les mesures nécessaires pour faire face à des attaques terroristes, des crashes d'avion, des ruptures de barrages, des tremblements de terre, la chaleur et le froid extrêmes ou une panne d'électricité de longue durée. Résultat : toutes les centrales ont, d'une manière ou d'une autre, montré d'importants défauts de sécurité. Ainsi, pas un seul réacteur allemand n'est protégé contre un crash d'avion.

Dans une première réponse, le gouvernement fédéral allemand a annoncé un moratoire. Dès la fin de mars l'allongement initialement prévu de la durée de vie des centrales était suspendu. Treize réacteurs doivent être retirés du réseau électrique pour se laisser le temps d'examiner la stratégie nucléaire, tandis que les sept plus anciens doivent être arrêtés définitivement. Le gouvernement conservateur propose désormais « *une sortie progressive* » et a

annoncé une nouvelle politique énergétique. Angela Merkel, titulaire d'un doctorat en physique, admet publiquement : « *La catastrophe de Fukushima, a aussi changé ma position concernant l'énergie nucléaire et ses risques.* »

Sortie progressive du nucléaire, oui ! Mais comment ?

Une commission d'éthique pour une énergie sûre, composée de représentants du monde politique, de la science, de l'économie, de la société civile et de la religion s'est vue confier une nouvelle évaluation des normes de sécurité des centrales nucléaires allemandes et de l'avenir de la technologie nucléaire ; elle a aussi été chargée de préparer un consensus social pour un abandon de l'énergie nucléaire. Questions clés : quand faut-il arrêter ? Quelles autres formes d'énergie pouvons-nous et devons-nous développer et dans quelle mesure ? Jusqu'à quel point l'approvisionnement énergétique allemand peut-il et doit-il devenir « vert » ?

Dans leur projet publié à la fin mai, la commission d'éthique propose une sortie progressive de l'énergie nucléaire d'ici 2022. Le gouvernement Merkel a annoncé son intention d'un retrait d'ici là : c'est le deuxième retrait pour l'Allemagne. Mais pour beaucoup, cela ne va pas assez loin : les écologistes et les politiciens du parti vert sont déçus et estiment possible une sortie plus rapide, d'ici 2015 ou 2017. Un retrait d'ici 2022 n'est pas considéré comme une réponse adéquate à la catastrophe de Fukushima ; les écologistes affirment que l'énergie nucléaire pourrait être remplacée beaucoup plus rapidement par des alternatives écologiques plus sûres. Une étude menée par le conseil pour l'Environnement de Dessau, dévoilée par le ministère fédéral de l'Environnement, en arrive à la même conclusion : les experts démontrent que les réacteurs nucléaires allemands peuvent être progressivement arrêtés d'ici 2017, sans coupures de courant ni hausses de prix excessives.

Manque de confiance envers la politique

Beaucoup de citoyens allemands sont outrés ; ils se sentent trahis par le gouvernement. Seulement 27 % de la population estime crédible la politique nucléaire du gouvernement Merkel. Le journal *Berliner Morgenpost* parle d'un « cynisme éhonté : tout d'abord la chancelière conclut un accord secret avec l'industrie nucléaire et maintenant elle veut être à la tête d'un mouvement de retrait social de grande ampleur ». Le consensus social d'un « non » catégorique à l'énergie nucléaire existe depuis des années ; ce sont les politiciens, pas les citoyens, qui

doivent élargir leurs perspectives.

Il ne peut y avoir qu'une seule raison de s'accrocher à l'énergie nucléaire en dépit de ses dangers évidents : chaque jour de fonctionnement d'un réacteur rapporte aux exploitants environ un million d'euros de bénéfice.

Depuis la tragique catastrophe de Fukushima, davantage de faits et de chiffres concernant l'industrie nucléaire retiennent l'attention du public. Les médias font preuve d'un ton plus critique, n'hésitant pas à exposer les faits là où auparavant ils auraient gardé le silence.

Les coûts cachés

Les énormes subventions que le gouvernement accorde aux sociétés d'énergie suscitent un débat passionné. Aucun gouvernement fédéral n'a encore publié d'informations sur les subventions à la construction et au développement de l'énergie nucléaire. Il n'existe qu'une seule étude portant sur les subventions : elle a été commandée par Greenpeace et menée par le Forum pour une économie de marché sociale et écologique (FESE), un groupe de réflexion indépendant sur l'environnement. Les données suivantes sont extraites d'un dossier publié sur le site internet de la 2^e chaîne de télévision allemande (ZDF) en avril 2011 sous le titre *Luxe de l'énergie nucléaire*, se fondant sur le rapport du FESE.

Le coût de l'énergie nucléaire

- Le financement de l'énergie nucléaire s'est élevé à plus de 200 milliards d'euros depuis 1950. Un investissement supplémentaire de plus de 100 milliards d'euros est prévu avant l'arrêt définitif en 2020.
- Contrairement aux autres producteurs d'électricité, les exploitants de réacteurs nucléaires ont été exonérés de tout impôt pendant des décennies.
- L'Etat (en d'autres termes, le contribuable) assure 99 % des coûts du stockage définitif des combustibles usés. Les mesures de sécurité pour le stockage définitif et intermédiaire restent floues.
- Absence de responsabilité : les exploitants de centrales ont à s'assurer contre d'éventuels accidents - mais uniquement jusqu'à un montant de 2,5 milliards d'euros par réacteur. Dans le cas d'une fusion nucléaire totale, la responsabilité pour des dommages estimés par le gouvernement fédéral à 5 000 milliards d'euros seraient donc supportée par le contribuable.

- Démantèlement : on estime que le démantèlement d'un réacteur reviendrait à 700 millions d'euros. Mais les coûts réels sont beaucoup plus élevés. Le réacteur relativement petit de Rheinsberg (80 mégawatts), par exemple, a déjà coûté 400 millions d'euros à ce jour (depuis le début des années 1990). Comme les bâtiments du réacteur sont fortement contaminés par la radioactivité, ils doivent rester debout pendant encore trente ans, ce qui nécessitera d'autres millions d'euros.

La sortie allemande du nucléaire : un modèle mondial ?

Avant le moratoire de mars, l'énergie nucléaire produisait 23 % de l'électricité allemande. Avec les nouvelles sources d'énergie, le gouvernement fédéral veut rapprocher l'environnement et l'économie bien plus que cela n'a été le cas jusqu'ici. Grâce à la production et à l'exportation de technologies d'énergie propre, des milliers d'emplois pourraient être créés.

L'abandon de l'énergie nucléaire ne sera possible que lorsque toutes les sources d'énergie renouvelables (l'énergie éolienne, photovoltaïque, hydro-électrique et géothermique) seront systématiquement exploitées. Des scénarios de l'agence fédérale de l'Environnement sur l'approvisionnement énergétique en 2050 indiquent que les énergies renouvelables se complètent bien.

D'ici quarante ans, l'approvisionnement électrique en Allemagne pourrait être fourni principalement par l'énergie photovoltaïque (pendant les mois ensoleillés sans vent) et l'énergie éolienne (en hiver). Déjà maintenant, par une chaude journée d'été les installations photovoltaïques peuvent produire l'équivalent de la production quotidienne de quatre réacteurs nucléaires.

Dans une interview pour l'hebdomadaire *Die Zeit*, Kumi Naidoo, responsable de Greenpeace, a souligné l'énorme opportunité que constituerait une sortie allemande de l'énergie nucléaire. Selon K. Naidoo, l'Allemagne pourrait devenir « *un modèle au niveau mondial* », et jouer ainsi un rôle important dans les politiques énergétiques pour un avenir durable.

La tragédie de Fukushima, combinée avec une opinion publique de plus en plus grandissante dans le monde entier, a fourni une impulsion sans précédent. Il s'agit d'une opportunité majeure que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre.

Allemagne **Auteur** : Andrea Bistrich, collaboratrice de Share International résidant à Oberhaching (Allemagne).

Thématiques : [environnement](#), [politique](#)

Rubrique : [Dossier](#) ()